FAIRE UNE DIFFÉRENCE EN NOUS CONCENTRANT SUR LES ENFANTS ET LES JEUNES

Howard Ramos est professeur de sociologie et doyen associé de la recherche à la Faculté des arts et des sciences sociales de l'Université Dalhousie. Ses recherches en immigrations sont axées sur les immigrants appartenant au volet économique, la migration vers des villes et des régions secondaires, les données et les méthodes pour mesurer l'intégration, et l'évaluation des programmes d'immigration.

Michal Ungar est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en résilience chez les enfants, les familles et la communauté, et le directeur scientifiques du Children and Youth in Challenging Contexts Networks à l'Université de Dalhousie, Halifax, Canada. Il est l'auteur de 14 livres et de plus de 135 articles parus dans des revues scientifiques sur le sujet de la résilience et des écologies sociales qui facilitent l'accès à des facteurs de prévention et de protection.

Le Canada s'est engagé à offrir un refuge à plus de 25 000 Syriens entre novembre 2016 et la fin de mars 2017. Une priorité a été placée sur l'accueil de familles, dont les familles appartenant à des groupes religieux minoritaires et celles fuyant la persécution basée sur l'orientation sexuelle de leurs membres. Ainsi, la majorité des gens admis sont des enfants et des jeunes. Cela signifie également que pour que le Canada puisse réellement tirer avantage de son investissement dans cette cohorte de réfugiés, c'est-à-dire de les intégrer avec succès, il doit également investir dans la recherche sur le langage et l'apprentissage, l'intégration sociale et culturelle, et le bien-être. Sans ce type de recherche, les interventions basées sur des faits qui contribuent à la réussite de l'intégration pourraient ne pas se produire.

Le bilan du Canada en matière de son accueil de réfugiés est mitigé. Durant la Seconde Guerre mondiale, il a refusé l'accès à des milliers de réfugiés juifs fuyants l'Holocauste (Abelle et Troper 2012). Après la guerre, le Canada a adhéré à la Convention de 1951 des Nations Unies relatives au statut des réfugiés. Depuis ce jour, le pays s'est engagé à recevoir des cohortes de réfugiés de partout dans le monde, dont nombreuses provenaient de l'Europe de l'Est et de l'Asie du Sud-Ouest, en particulier du Vietnam, fuyant le communisme des années 1960 et 1970, ainsi que de la Somalie et du Sri Lanka dans les années 1990 et durant le tournant du millénaire.

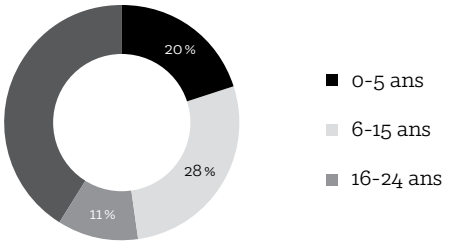
Durant l'automne de 2015, à l'apogée de l'élection fédérale, le pays a profondément été touché par les images des réfugiés fuyant le conflit en Syrie. Aucune image n'a solidifié aussi fortement l'engagement du Canada que celle représentant le corps inerte du petit Alan Kurdi échoué sur un rivage de la Turquie.

Durant l'élection, la parti libéral d'opposition, dirigé par Justin Trudeau, s'était engagé à offrir refuge à plus de 25 000 Syriens avant la fin de l'année s'il se faisait élire. En novembre, avec les Libéraux maintenant jouissants d'un gouvernement majoritaire, le ministre de l'Immigration, John McCallum, a entrepris d'honorer cet engagement. Les défis logistiques et le besoin de mobiliser une immense quantité de ressources ont

toutefois repoussécet échéancier excessivement optimiste à la fin de février 2016.Malgré ce retard, les Canadiens ont relevé le défi de réinstaller beaucoup de nouvelles familles en si peu de temps avec l'aide de communautés locales qui ont dédiéleur temps, de l'argent et des ressources pour aider ces réfugiés. Des milliers de groupes locaux ont pris la responsabilité de parrainer des familles de façon privée.

Bien que le contexte politique ait changé, le nouveau gouvernement a gardé l'approchede l'ancien régime en priorisant des familles, les gens appartenant à des groupes religieux minoritaires et les gens fuyant la persécution basée sur l'orientation sexuelle. Ce qui signifie que dès le 1er mars, le pays a accepté plus de 26 000 réfugiés, 58 % de la cohorte syrienne étant âgée de moins de 25 ans (48 % avaient 15 ans ou moins – IRCC 2016). Nous attendons l'arrivée de près de 10 000 réfugiés supplémentaires avant la fin de 2016.

FIGURE 1 : POURCENTAGE DE RÉFUGIÉS SYRIENS SELON LE GROUPE D'ÂGE

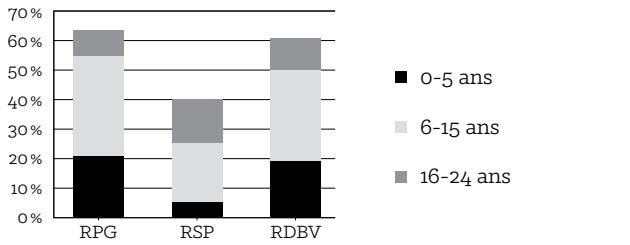


Source : IRCC Résidents permanents depuis mars 2016.
Numéro de suivi de la demande de données : CR-16-0095.

La cohorte de réfugiés syriens est largement constituée de réfugiés pris en charge par le gouvernement (RPG), qui reçoivent de l'aide gouvernementale durant un an suivant leur arrivée, des réfugiés parrainés par le secteur privé (RPSP), qui reçoivent du soutien pendant un an de la part des citoyens et des communautés, et des réfugiés qui font partie du programme mixte des réfugiés désignés par un bureau des visas (RDBV), qui ont en partie soutenu lesecteur privé et en partie par le gouvernement. Lorsque nous considérons la proportion d'enfants et de jeunes dans ces groupes, nous réalisons rapidement que 66 % des RPG, 44 % des RPSP et 64 % des RDBV sont des jeunes et des enfants.

Lorsque nous parlons des réfugiés syriens, il est généralement question des enfants et des jeunes qui ont vécu dans des camps de réfugiés dont le niveau d'éducation est faible ou qui ne possèdent qu'une formation interrompue. Malgré ces obstacles, en nous basant sur les cohortes précédentes qui sont arrivées au Canada, nous croyons que la plupart sont en mesure de prospérer (Wilkinson 2002). En fait, les enfants réfugiéssont plus nombreux à se doterd'une éducation postsecondaire que leurs homologues canadiens ;près de 30 % d'eux vontfréquenter une université (Hou et Bonikowska 2016).

FIGURE 2 : POURCENTAGE D'ENFANTS ET DE JEUNES RÉFUGIÉS SYRIENS SELON LE GROUPE D'ÂGE ET LA CATÉGORIE



Source : IRCC Résidents permanents depuis mars 2016.
Numéro de suivi de la demande de données : CR-16-0095.

Il n'est toutefois pas clair si nous pouvons supposer que de tels niveaux de réussites peuvent être appliqués à la cohorte d'enfants et de jeunes syriens. Les enfants réfugiés et leurs familles sont plus à risque de souffrir de problèmes sociaux et psychologiques résultants des obstacles qui'ils ont connus durant leur réinstallation dans leur pays d'accueil (Denov, 2014). Des recherches antérieures nous ont montré que les enfants et les jeunes réfugiés sont plus susceptibles de ressentir les effets de ceschangements dans leurs dynamiques familiales (Lewig, Arney et Salveron, 2010), de l'introduction dans un nouveau système scolaire et à une nouvelle langue (Cranitch, 2010),de la discrimination raciale et de l'intimidation, des problèmes de santé mentale avant et après l'établissement (Montgomery 2008). Heureusement, toutes ces difficultés interreliées peuvent être évitées en intervenant de façon appropriée.

Une des priorités principales du Canada est de soutenir les réfugiés dans leur apprentissage d'une seconde langue. Des données empiriques nous démontrent que la maîtrisede l'anglais oudu français et les capacités de lecture prennent des années à se développer et atteindre le niveau de leurs homologues unilingues (Paradis, sous presse). Pour cette raison, il est important de créerune formation linguistique axée sur les besoins des réfugiés et des réfugiés syriens.

Les interactions sociales et la stabilité familiale sont également difficiles pour réfugiés syriens, tout comme cela l'est pour tous les migrants (Creese, Dyck et McLaren 2016). Les méthodes usuelles d'élever des enfants en Syrie — tels que laisser les enfants sous la garde de leurs ainés — vont occasionner certaines difficultés pour les familles de réfugiés (Lewig et coll. 2010). Les enfants réfugiés deviennent aussi souvent des « courtiers culturels » pour leurs parents,ce qui modifieles dynamiques du pouvoir entre les parents et les enfants (Cottrell, VanderPlaat, 2011), ou lorsqu'ils introduisent à leurs parents de nouvelles façons de comprendre les droits des enfants. Malgré les nombreux avantages de s'installer dans un nouveau pays, les changements associés à la structure et à l'équilibre du pouvoir de la famille peuvent affecter négativement les enfants réfugiés.

Au-delà de ces problèmes, qui sont partagés par plusieurs groupes différents d'enfants, il existe également la crainte que les adolescents réfugiés se fassent radicaliser à partir de la Syrie, particulièrement si l'on ne répond pas à leurs besoins en matière de scolarisation, de santé mentale, de leurs besoins physiques et sociaux dans l'immédiat après leur réinstallation (Sagemen 2008). La bonne nouvelle est que nous possédons des interventions qui ont été élaborées sur des données factuelles permettant d'éviter ces problèmes avant qu'ils n'arrivent ; nous disposons de stratégies sociales en place dans les écoles et les communautés et de politiques publiques améliorées.

De concert avec ces interventions, nous devons investir dans la recherche et l'évaluation des programmes. Si nous pouvons identifier les facteurs de prévention qui assurent la réussite de l'établissement des enfants et des jeunes à travers le temps, nous allons être mieux outillés en tant que pays pour aider les autres cohortes de personnes déplacées par la force. Nous allons aussi être en mesure de nous assurer de mettre à profit l potentiel des jeunes afin qu'il bénéficie à leurs communautés et au Canada en entier. C'est pour ces raisons qu'une coalition nationale de chercheurs, de prestataires de services, et de ministères fédéraux et provinciaux a été créée.